

Annonces de Gabriel Attal à Viry-Châtillon : Non à la mise au pas de la jeunesse, de l'École et de ses personnels !

Plutôt que de répondre à la colère générale provoquée par les suppressions de postes et les fermetures de classes, les 700 millions de coupes budgétaires, les contre-réformes, le « choc des savoirs », Gabriel Attal a décidé d'accentuer la pression sur la jeunesse, sur l'École publique et ses personnels pour mettre tout le monde au pas.

Jeudi 18 avril, le Premier ministre est venu à Viry-Châtillon faire une série d'annonces pour soi-disant lutter contre « l'ultra-violence » des jeunes, parmi lesquelles :

- la remise en cause de « l'excuse de minorité », la mise en place d'une comparution immédiate devant le tribunal à partir de 16 ans au lieu de 18 ans, des mesures de composition pénale qui permettrait la mise en œuvre d'une sanction sans procès contre un mineur de plus de 13 ans, les comparutions immédiates pour les jeunes identifiés dans les écoles comme « commençant à partir à la dérive ».
- le retrait de points sur le brevet ou sur le bac avec une mention dans Parcoursup en cas d'événements disciplinaires survenus pendant la scolarité de l'élève, la réalisation d'activités d'intérêt général au sein de l'établissement scolaire pour effacer la mention et regagner les points, la saisine de la justice en cas de non-respect du contrat d'engagement à respecter l'autorité et les valeurs de la République...

Encore une fois, Gabriel Attal utilise l'institution scolaire pour stigmatiser, trier, voire criminaliser les jeunes et leurs familles plutôt que de les aider à sortir de leurs difficultés.

Encore une fois, il place les personnels de l'Éducation nationale en première ligne.

Ce n'est pas de plus d'autoritarisme, de plus de sanctions dont nous avons besoin.

Ce dont nous avons besoin, ce sont des effectifs par classe moins chargés.

Ce dont nous avons besoin, ce sont des milliers de postes d'infirmières, de médecins scolaires, d'assistantes sociales, d'enseignants spécialisés, de PsyEN, d'administratifs, de personnels de direction, de CPE ; c'est le rétablissement des maîtres d'internat – surveillants d'externats, des AED avec un vrai statut et une vraie formation !

M. Attal a constaté qu'on « *fait rarement grève contre l'incivilité. On ne fait pas souvent de grandes manif pour l'autorité à l'école, on ne fait pas de mouvement social contre la violence* ».

Le gouvernement méprise les revendications des personnels. Il saccage les services publics, il impose le tri scolaire, il se prépare à pulvériser le Statut de fonctionnaire... C'est contre cette violence que les personnels font grève et qu'ils manifestent avec les parents d'élèves.

A deux mois des élections européennes, le gouvernement annonce une concertation nationale pour « replacer l'autorité au cœur de la République » : personne n'est dupe de l'opération politicienne ! Cette opération est à tout moment facteur d'explosion de l'institution scolaire. Elle doit être combattue. Les mesures annoncées par le premier ministre doivent être retirées !

Montreuil, le 19 avril 2024